

**3^{ème} réunion, 20-21 septembre 2021
Réunion en ligne via KUDO**

RAPPORT DE RÉUNION

Ouverture de la réunion

1. La réunion a été ouverte par Mme Natali Helberger, présidente du MSI-DIG. M. Jan Kleijssen, Directeur, Direction de la Société de l'Information - lutte contre la criminalité, Direction générale Droits de l'Homme et État de Droit, s'est excusé de ne pas avoir pu se joindre à la réunion pour prononcer un discours de bienvenue comme prévu.
2. L'ordre du jour de la réunion (annexe 1) a été adopté sans modification. Sur les 49 participants (annexe 2), il y avait 34 femmes (69%) et 15 hommes (31%). La réunion s'est déroulée en présence de 12 membres ; Mme Fanny Hidvegi s'est excusée.
3. Mme Urska Umek, Secrétaire du [MSI-REF](#),¹ remplaçant Mme Elena Dodonova, Secrétaire du MSI-DIG (excusée), a fourni des informations sur :
 - l'adoption de la [Note d'orientation sur les meilleures pratiques en vue de la mise en place de cadres juridiques et procéduraux efficaces pour les mécanismes d'autorégulation et de corégulation de la modération des contenus](#) par le [CDMSI](#)² lors de sa 19^e réunion plénière (19-21 mai 2021), et le lancement de la Note d'orientation lors de la [Conférence ministérielle](#);³
 - les progrès réalisés par le [MSI-REF](#) sur les trois produits livrables sous le mandat de ce Comité d'experts : (i) *projet de recommandation sur les principes de gouvernance des médias et de la communication* ; (ii) *projet de recommandation sur la communication électorale et la couverture médiatique des campagnes électorales* ; (iii) *projet de note d'orientation sur la hiérarchisation des contenus d'intérêt public*. Afin d'assurer l'alignement des textes en cours d'élaboration par les deux Comités d'experts, les approches du

¹ Comité d'experts sur l'environnement des médias et la réforme

² Comité directeur sur les médias et la société de l'information

³ Conférence des ministres responsables des médias et de la société de l'information " Intelligence artificielle – Une politique intelligente : Défis et opportunités pour les médias et la démocratie" (10-11 juin 2021)

MSI-DIG et du MSI-REF ont fait l'objet d'une coordination, tandis que les mandats de chaque texte ont été clairement décrits, afin de souligner et de distinguer la perspective adoptée ;

- les progrès réalisés par le [ADI/MSI-DIS](#)⁴ sur le *projet de recommandation sur la lutte contre le discours de haine*, en se concentrant sur la structure du projet de document, qui comprend désormais également un exposé des motifs, et sur son approche globale qui différencie les types de discours de haine et distingue les réponses à celui-ci en fonction du degré de gravité.

Projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression : conclusions et décisions

4. Le MSI-DIG s'est félicité des informations concernant le processus de consultation publique sur le projet de recommandation *sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression* et a pris note du raisonnement fourni par les deux co-rapporteurs (Mme Alexandra Borchardt and M. Cristian Vaccari) et par le Secrétariat concernant l'intégration des commentaires, en vue de présenter un texte équilibré. Le Comité a ensuite parcouru l'intégralité du texte article par article, en discutant et en reformulant si nécessaire et en incorporant les commentaires supplémentaires fournis par les membres et les participants du MSI-DIG.
5. Les membres du MSI-DIG se sont mis d'accord par consensus sur le projet de recommandation tel que finalisé le 21 septembre et ont provisoirement approuvé le document, à condition qu'avant l'approbation finale le texte soit soumis au Bureau du [T-PD](#)⁵ pour examen et commentaires, afin de veiller à ce que les lignes directrices relatives à la protection des données soient compatibles avec la Convention 108(+). En particulier, le MSI-DIG a chargé le Secrétariat de solliciter l'avis du Bureau du [T-PD](#) sur la ligne directrice 1.10. concernant la vie privée et les lignes directrices incluses dans la section 6 « Recherche indépendante pour l'élaboration de règles fondées sur des preuves » de l'annexe au projet de recommandation.
6. Il a été convenu que tout commentaire reçu du Bureau du [T-PD](#) sera intégré dans le texte par les rapporteurs, avec l'assistance du Secrétariat, et ensuite le projet de recommandation sera envoyé aux membres du MSI-DIG pour approbation finale.

Autres affaires

7. La troisième réunion étant la dernière réunion du MSI-DIG, les membres ont exprimé leur satisfaction des progrès réalisés au cours des deux années de son mandat, en félicitant les rapporteurs – Mme Alexandra Borchardt, M. Cristian Vaccari et M. Joe McNamee – pour leur dévouement et leur engagement, mais aussi en reconnaissant que l'absence de réunions et d'échanges sur place (en raison des restrictions de déplacements et de rassemblements publics) a rendu les tâches du MSI-DIG encore plus exigeantes. Ils ont en outre souligné l'importance et l'actualité des travaux du MSI-DIG et ont réitéré la nécessité d'une vigilance et d'une préoccupation constantes concernant les impacts des technologies en évolution rapide sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

⁴ Comité d'experts sur la lutte contre les discours de haine, également subordonné au Comité directeur pour l'antidiscrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI)

⁵ Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (Convention 108)

8. Conformément à la pratique établie, le Secrétariat préparera un projet de rapport de réunion qui sera envoyé au Président et au Vice-Président pour examen. Ensuite, le Secrétariat enverra le projet de rapport au MSI-DIG, pour lui permettre de formuler des commentaires dans un délai de cinq jours ouvrables complets. En l'absence de commentaires, le rapport sera considéré comme finalisé et sera transmis au [CDMSI](#) pour information.

Annexe 1

3^{ème} réunion du Comité d'experts
sur la liberté d'expression et les technologies numériques (MSI-DIG)

20-21 septembre 2021
Conseil de l'Europe, Strasbourg
(en ligne)

ORDRE DU JOUR ANNOTEE

20 septembre 2021

09:30 – 10:30

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Informations du Secrétariat - Information sur les activités du Conseil de l'Europe et sur les travaux normatifs et servant de référence des autres comités d'experts subordonnés au Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)

10:30 – 12:00

3. Discussion du projet de recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression, en vue d'une éventuelle finalisation du document

13:30 – 16:00

4. Discours de bienvenue de M. Jan Kleijssen, Directeur, Direction de la Société de l'Information - lutte contre la criminalité, Direction générale Droits de l'Homme et État de Droit
5. Poursuite du point 3

21 September 2021

09:30 – 12:00

6. Poursuite du point 3

13:30 – 15:30

7. Poursuite du point 3

15:30 – 16:00

8. Autres questions

Appendix 2 / Annexe 2

21 September 2021

MSI-DIG(2021)09

Committee of Experts on Freedom of Expression and Digital Technologies

/ Comité d'experts sur la liberté d'expression et les technologies numériques

(MSI-DIG)

3rd meeting – 20-21 September 2021 / 3^{ème} Réunion – 20-21 septembre 2021**List of participants / liste de participants****COMMITTEE MEMBERS / MEMBRES DU COMITÉ**

REUTERS INSTITUTE FOR THE STUDY OF JOURNALISM / INSTITUT REUTERS POUR L'ETUDE DU JOURNALISME	Ms/Mme Alexandra BORCHARDT Head of Digital Journalism Fellowship, Hamburg Media School; Senior Research Associate, Reuters Institute for the Study of Journalism <i>Responsable de la bourse de journalisme numérique, École des médias de Hambourg ; Associée de recherche principal, Institut Reuters pour l'étude du journalisme</i>
UNIVERSITY OF AMSTERDAM / UNIVERSITÉ D'AMSTERDAM	Ms/Mme Natali HELBERGER Professor of Law and Digital Technology, with a special focus on AI, University of Amsterdam, The Netherlands <i>Professeure de droit et de technologie numérique, avec un accent particulier sur l'IA, Université d'Amsterdam, Pays-Bas</i>
ACCESS NOW / ACCESS NOW	Ms/Mme Fanny HIDVÉGI [Apologised / Excusée] Europe Policy Manager <i>Responsable de la politique européenne</i>
FEDERAL CHANCELLERY / CHANCELLERIE FEDERALE	Mr/M Michael R. KOGLER Legal advisor, Deputy Head of Department for Media (Law), Political Parties (Law), Federal Chancellery, Austria <i>Conseiller juridique, Chef adjoint, Département des médias (Droit), des partis politiques (Droit), Chancellerie fédérale, Autriche</i>
UNIVERSITY OF BELGRADE / UNIVERSITE DE BELGRADE	Mr/M Đorđe KRIVOKAPIC Assistant Professor, Business Systems Organisation Department, Faculty of Organisational Sciences <i>Professeur assistant, Département d'organisation des systèmes d'entreprise, Faculté des sciences organisationnelles</i>
KU LEUVEN CENTRE FOR INFORMATION TECHNOLOGY & INTELLECTUAL PROPERTY LAW / CENTRE DE DROIT DE L'INFORMATIQUE ET DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE DE LA KU LEUVEN	Ms/Mme Aleksandra KUCZERAWY Post-doctoral Researcher, Lecturer in Media Law <i>Chercheuse postdoctorale, Conférencière en curriculum de droit des médias</i>
	Mr/M Joe McNAMEE Independent Consultant, Ireland <i>Consultant indépendant, Irlande</i>

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS / MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	Mr/M Viktors MAKAROVŠ Special Envoy on Information Security Issues, Ministry of Foreign Affairs, Latvia <i>Envoyé spécial pour les questions de sécurité de l'information, Ministère des affaires étrangères, Lettonie</i>
KING'S COLLEGE LONDON / KING'S COLLEGE DE LONDRES	Mr/M Martin MOORE Senior Lecturer in Political Communication Education & Director of the Centre for the Study of Media, Communication and Power <i>Maître de conférences en éducation à la communication politique et Directeur du Centre pour l'étude des médias, de la communication et du pouvoir</i>
DEPARTMENT FOR DIGITAL, CULTURE, MEDIA AND SPORT (DCMS) / DEPARTEMENT POUR LE NUMERIQUE, LA CULTURE, LES MEDIAS ET LE SPORT (NCMS)	Ms/Mme Katie MORRIS Head of Online Harms Regulatory Policy, Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS), United Kingdom <i>Responsable de la politique de réglementation des préjudices en ligne, Département pour le numérique, la culture, les médias et le sport (NCMS), Royaume-Uni</i>
UNIVERSITY OF TARTU / UNIVERSITE DE TARTU	Ms/Mme Karmen TURK Lawyer and partner at a pan-Baltic law firm TRINITY, Estonia; lecturer in IT-Law program, University of Tartu, Estonia <i>Avocate et associée d'un cabinet juridique pan-balte TRINITY, Estonie ; Conférencière en curriculum de droit informatique, Université de Tartu, Estonie</i>
LOUGHBOROUGH UNIVERSITY / UNIVERSITÉ DE LOUGHBOROUGH	Mr/M Cristian VACCARI Professor of Political Communication and Co-Director of the Centre for Research in Communication and Culture at Loughborough University <i>Professeur de communication politique et co-directeur du Centre de recherche en communication et culture de l'université de Loughborough</i>
SWISS FEDERAL OFFICE OF COMMUNICATIONS / OFFICE FEDERAL SUISSE DE LA COMMUNICATION	Ms/Mme Livia WALPEN Senior Policy Advisor for International Relations <i>Conseillère politique principale pour les relations internationales</i>

COUNCIL OF EUROPE MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

GEORGIA/ GEORGIE	Mr/M Levan MAISURADZE Chief Specialist of Legal Department, Georgian National Communications Commission <i>Spécialiste en chef du département juridique, Commission nationale géorgienne des communications</i>
GEORGIA/ GEORGIE	Mr/M Pavle BERIA Chief Specialist at Legal Department, Georgian National Communications Commission <i>Spécialiste en chef du département juridique, Commission nationale géorgienne des communications</i>
GEORGIA/ GEORGIE	Mr/M Ivane MAKHARADZE Head of Audio-Visual Media Services Regulation Department <i>Chef du Département de la réglementation des services de médias audiovisuels</i>
GREECE / GRÈCE	Ms/Mme Eftychia KATSIGARAKI Director General, Directorate General of Legal Affairs And Human Rights, Ministry of Justice <i>Directrice générale, Direction générale des affaires juridiques et des droits de l'homme, Ministère de la justice</i>

GREECE / GRÈCE	Ms/Mme Spyridoula KARYDA Counselor, Council of State <i>Conseillère, Conseil d'État</i>
REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA	Ms/Mme Cristina CEREVATE Minister of Foreign Affairs and European Integration, Council of Europe and Human Rights Section <i>Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne, Section des droits de l'homme du Conseil de l'Europe</i>
REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA	Ms/Mme Tatiana BURAGA Alternate expert at CDMSI. Audiovisual Council member <i>Expert suppléant au CDMSI. Membre du Conseil audiovisuel</i>
ROMANIA / ROUMANIE	Ms/Mme Alexandra ENESCU University lecturer PhD, associate professor at the University of Bucharest. Bureau Chief - Public Relations Department <i>Professeur de doctorat à l'Université de Bucarest. Chef du Bureau - Département des relations publiques</i>
ROMANIA / ROUMANIE	Ms/Mme Raluca DOCA Expert within the Directorate of Public Policies and Priorities <i>Experte au sein de la Direction des politiques publiques et des priorités</i>
RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE	Mr/M Alexey SAZHINOV Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe <i>Adjoint au Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe</i>
TURKEY / TURQUIE	Mr/M İsmail ŞAHİN Inspection Judge, Department of Human Resources <i>Juge d'inspection, Département des ressources humaines</i>
TURKEY / TURQUIE	Ms/Mme Müge ASI Member of Radio and Television Supreme Council, Ankara <i>Membre du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Ankara</i>
TURKEY / TURQUIE	Ms/Mme Evren US Member of Radio and Television Supreme Council, Ankara <i>Membre du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Ankara</i>

NON-MEMBER STATES HAVING OBSERVER STATUS WITH THE COUNCIL OF EUROPE / ETATS NON-MEMBRES AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

JAPAN / JAPON	Mr/M Hikaru IWAKI Consul (Magistrate), Consulate-General of Japan in Strasbourg <i>Consul (Magistrat), Consulat Général du Japon à Strasbourg</i>
JAPAN / JAPON	Mr/M Tetsushi HIRANO Chargé de mission, Consulate General of Japan in Strasbourg <i>Chargé de mission, Consulat Général du Japon à Strasbourg</i>
MEXICO / MEXIQUE	Ms/Mme Lorena ALVARADO QUEZADA Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Mexico to the Council of Europe <i>Adjointe à l'Observateur Permanent, Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe</i>

NON-MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE / ETATS NON-MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

MOROCCO / MAROC	Ms/Mme Samira BELLALI Vice-Consul, Consulate General of the Kingdom of Morocco in Strasbourg <i>Vice-Consul, Consulat Général du Royaume du Maroc à Strasbourg</i>
------------------------	---

--	--

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

EUROPEAN BROADCASTING UNION (EBU) / UNION EUROPÉENNE DE RADIO-TÉLÉVISION (UER)	Ms/Mme Nicola FRANK Head of Institutional and International Relations <i>Responsable des relations institutionnelles</i>
ORGANISATION FOR SECURITY AND CO-OPERATION IN EUROPE (OSCE) / ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE (OSCE)	Ms/Mme Julia HAAS Assistant Project Officer, Office of the Representative on Freedom of the Media <i>Chargée de projet adjoint, Bureau du Représentant pour la liberté des médias</i>
EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPÉENNE	Ms/Mme Diana VLAD-CĂLCIC Policy Officer, Directorate-General for Communication Networks, Content and Technology, e-commerce & Platforms <i>Responsable des politiques, Direction générale des réseaux de communication, du contenu et de la technologie, du commerce électronique et des plates-formes</i>
EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE	Ms/Mme Nienke VAN DER HAVE Programme officer/seconded national expert at the Research and Data Unit <i>Administratrice de programme/experte nationale au Groupe de la recherche et de l'unité des données</i>
ICON / ICON	Ms/Mme Lennig PEDRON ICON, Co-founder & President, Switzerland <i>ICON, co-fondateur et président, Suisse</i>
ARTICLE 19/ ARTICLE 19	Ms/Mme Maria Luisa STASI Senior Legal Officer, Article 19, Defending freedom of expression and information, United Kingdom <i>Conseillère juridique principale, Article 19, Défendre la liberté d'expression et d'information, Royaume-Uni</i>
ICI BUCHAREST	Ms/Mme Gabriela TATU National Institute for Research & Development in Informatics - ICI Bucharest <i>Institut national de recherche et de développement en informatique - ICI Bucarest</i>
UNIVERSITY OF CAMBRIDGE / UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE	Ms/Mme Christina ANGELOPOULOS Lecturer in Intellectual Property Law. Member of the Centre for Intellectual Property and Information Law (CIPIL) <i>Conférencier en droit de la propriété intellectuelle. Membre du Centre pour le droit de la propriété intellectuelle et de l'information (CIPIL)</i>

SECRETARIAT / SECRETARIAT

DIRECTORATE GENERAL HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION GENERALE DROITS DE L'HOMME ET ETAT DE DROIT	Mr/M Jan KLEIJSEN [Apologised / Excusé] Director, Information Society – Action against Crime Directorate, Directorate General Human Rights and Rule of Law <i>Directeur, Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de droit</i>
---	--

INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Mr/M Patrick PENNINCKX [Apologised / Excusé] Head of Information Society Department <i>Chef du Service de la société de l'information</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Artemiza-Tatiana CHISCA Head of Media and Internet Division, Secretary to the Steering committee on media and information society (CDMSI) <i>Chef de la Division médias et internet, Secrétaire du Comité directeur sur les médias et la société d'information (CDMSI)</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Elena DODONOVA [Apologised / Excusée] Administrator and Secretary to the Committee of Experts on Freedom of Expression and Digital Technologies (MSI-DIG), Media and Internet Division <i>Administratrice et Secrétaire du Comité d'experts sur la liberté d'expression et les technologies numériques (MSI-DIG), Division médias et internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Urška UMEK Head of Unit, Media and Internet Division <i>Chef d'unité. Division médias et internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Daria CHEREPANOVA Assistant, Division for Co-operation on Freedom of Expression <i>Assistante, Division de la coopération sur la liberté d'expression</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Rodica CIOCHINA Media and Internet Governance Unit <i>Unité des médias et gouvernance de l'Internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Emma GRUDEN Media and Internet Governance Unit <i>Unité des médias et gouvernance de l'Internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Joanna SZELEZNIAK Assistant, Media and Internet Division <i>Assistante, Division médias et internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Irina TODOROVA TOMOVA Assistant, Media and Internet Division <i>Assistante, Division médias et internet</i>

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Ms/Mme Amanda BEDDOWS
Ms/Mme Elisabetta BASSU (21/9)
Mr/M Didier JUNGLING (20/9)

KUDO TECHNICIAN / OPERATEUR KUDO

Mr/M Lucas MICHEL